

marins du pays. Je n'aime pas les mettre dans le même bateau que les conservateurs, j'ai trop de respect pour eux.

Ce qui se produit, c'est que les conservateurs ont dit devoir maintenant payer environ 40 ou 45 milliards de dollars par année juste pour le service de la dette. Mais ils ont dit aussi que la TPS était en train de produire exactement ce qui était prévu: elle produit plus de recettes, quelques milliards de plus. On sait que les conservateurs ont besoin d'une caisse noire en prévision de la prochaine campagne électorale. Donc, plutôt que d'annoncer la création d'un fonds avec ces 3 milliards supplémentaires perçus grâce à la TPS cette terrible taxe régressive, et nous savons qu'elle représente tout un trou dans le portefeuille des contribuables canadiens, on aurait pu nous dire que si la TPS permet d'obtenir 3 milliards de plus que la taxe qu'elle a remplacée, soit la taxe sur les ventes des fabricants, on ne se contentera pas de payer 40 milliards en frais d'intérêts—nous devons payer ces 40 milliards de toute façon, tout va dans la même caisse—mais on prendra ces 3 milliards pour les appliquer directement à la dette.

Ce n'est pas ce que fait ce projet de loi. Mais c'est ce qu'on essaie de dire aux Canadiens, comme on aime embrouiller un peu les choses ici, on essaie de leur faire croire que toutes les recettes excédentaires provenant de la TPS vont servir à rembourser la dette. Ce n'est pas vrai! C'est absolument faux. Si les députés d'en face étaient honnêtes avec eux-mêmes et leur électeurs, ils le leur diraient.

Aussi, si la TPS rapporte 4, 5 ou 10 milliards de dollars supplémentaires, cet argent ne va pas servir à rembourser la dette. Non, monsieur le Président. Il va aller dans un petit fonds qui servira à financer la réélection des conservateurs. C'est exactement ce que les gens d'en face vont faire.

Monsieur le Président, ils vont avoir un fonds et ils vont essayer d'acheter à nouveau les Canadiens—et cette fois-ci avec leur propre argent. Ils vont le faire cette fois-ci avec l'argent qu'ils viennent de voler au public canadien en extorquant ces 5 ou 6 milliards de dollars supplémentaires aux personnes âgées, aux particuliers à revenu fixe, aux familles monoparentales et même aux enfants.

En principe, je pense, nous appuyons ce genre d'initiative. Mais nous voulons que le gouvernement soit franc avec les Canadiens. Si on va demander davantage d'ar-

Initiatives ministérielles

gent, alors il faut indiquer dans le projet de loi qu'on va percevoir 3 milliards de dollars de plus au titre de la TPS qu'avec la TVF, la taxe de vente fédérale que celle-ci remplace. Pourquoi ne pas l'indiquer clairement dans le projet de loi? Si vous le faites, vous aurez certainement l'appui du Parti libéral. Mais quand le gouvernement libéral prendra le pouvoir, il n'y aura aucune tromperie en ce qui concerne l'argent des contribuables dans notre pays, parce que nous encouragerons une vraie réforme fiscale équitable et constructive, le genre de réforme fiscale que mon collègue de Broadview—Greenwood a passé tant de temps et d'efforts à présenter aux Canadiens.

• (1320)

M. Phillip Edmonston (Chambly): Monsieur le Président, lorsque nous parlons de la TPS et que j'écoute mes collègues libéraux, je me vois constamment obligé de fouiller dans ma mémoire pour essayer de les suivre. J'ai porté attention à ce que le chef libéral a dit au sujet de la TPS durant la campagne à la direction de son parti. Il a dit qu'il la remanierait. Qu'il la modifierait. Qu'il l'examinerait. Mais, reprenez-moi si je me trompe, je ne l'ai jamais entendu dire qu'il l'abolirait. Nous parlons du chef libéral.

Le Nouveau Parti démocratique, lui, a une seule position. Nous en avons toujours eu une seule. Nous pensons que la TPS n'a pas sa raison d'être. Nous pensons qu'une réforme fiscale s'impose et que la TPS doit être abolie.

Si mes collègues veulent bien m'accorder l'attention que nous, de notre côté, essayons de leur donner, je m'expliquerai.

Parce que la TPS n'est pas visible, qu'elle est injuste et surtout parce qu'elle a été fausement représentée aux consommateurs et aux Canadiens partout au pays, nous avons dit en tant que parti que nous l'abolirions.

Mais tout ce que le député a dit n'était pas dénué de vérité. Je suis même prêt à concéder qu'un de ses propres membres a présenté un document très intéressant sur la réforme fiscale. Et je suis surpris que le parti, pour autant que je sache, n'y ait pas donné plus de crédibilité.

Au lieu de nous reprocher mutuellement les choses que nous n'avons pas faites ou dites, je pense que nous devrions penser à des propositions constructives. Il y en a. Mais la TPS n'en fait pas partie.

Je pense que mes collègues du Québec me donneront raison.